

PENSIONS DE LA CAISSE DE RETRAITE.										PENSIONS CIVILES.																				RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.																														
DESIGNATION DES ANNÉES.	PENSIONS ACCORDÉES AUX						EXTINCTIONS.		ACCRÉDITATIONS.		JUSTICE.				INTÉRIEUR.				TRAVAUX PUBLICS.				FINANCES.				AFFAIRES ÉTRANGÈRES.			GUERRE.			PENSIONS ACCORDÉES.		EXTINCTIONS.		ACCRÉDITATIONS.																							
	EMPLOYÉS.		VEUVES ET ORPHELINS.		TOTAL.						PERSONNES ACCORDÉES.		EXTINCTIONS.		ACCRÉDITATIONS.		DIMINUTIONS.		PERSONNES ACCORDÉES.		EXTINCTIONS.		ACCRÉDITATIONS.		DIMINUTIONS.		PERSONNES ACCORDÉES.		EXTINCTIONS.		ACCRÉDITATIONS.		DIMINUTIONS.		PERSONNES ACCORDÉES.		EXTINCTIONS.		ACCRÉDITATIONS.																					
	SOBRES.	MONTANT.	SOBRES.	MONTANT.	SOBRES.	MONTANT.	SOBRES.	MONTANT.	SOBRES.	MONTANT.	SOBRES.	MONTANT.	SOBRES.	MONTANT.	SOBRES.	MONTANT.	SOBRES.	MONTANT.	SOBRES.	MONTANT.	SOBRES.	MONTANT.	SOBRES.	MONTANT.	SOBRES.	MONTANT.	SOBRES.	MONTANT.	SOBRES.	MONTANT.	SOBRES.	MONTANT.	SOBRES.	MONTANT.	SOBRES.	MONTANT.	SOBRES.	MONTANT.	SOBRES.	MONTANT.																				
	FR.	F.	FR.	F.	FR.	F.	FR.	F.	FR.	F.	FR.	F.	FR.	F.	FR.	F.	FR.	F.	FR.	F.	FR.	F.	FR.	F.	FR.	F.	FR.	F.	FR.	F.	FR.	F.	FR.	F.	FR.	F.	FR.	F.																						
1831	85	110,298	48	28,270	133	138,573	78	52,570	05	86,003	43	68,956	4	1,423	39	67,533	.	.	5	36,475	.	.	5	36,475	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	181	244,004	82	53,983	19	190,011															
1832	69	49,885	79	27,502	148	77,387	44	37,032	104	40,355	43	93,736	8	24,524	35	69,212	.	.	5	10,761	.	.	5	10,761	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	201	184,442	52	61,556	149	122,886																
1833	73	63,358	59	18,348	132	81,706	63	35,613	09	46,093	58	52,368	8	12,000	00	40,368	.	.	3	9,408	.	.	3	9,408	.	.	19	3,265	.	.	19	3,265	.	.	1	3,030	.	.	1	3,030	.	.	213	149,777	71	47,613	142	102,164												
1834	113	108,747	124	58,242	237	166,989	78	47,409	109	119,580	32	36,992	15	19,831	17	17,101	.	.	5	11,119	.	.	5	11,119	.	.	7	1,050	2	318	5	732	.	.	.	.	.	.	.	.	281	216,150	95	67,558	186	148,592														
1835	60	66,038	72	30,780	128	96,818	62	40,136	06	56,682	19	15,045	12	9,179	7	6,706	.	.	13	33,828	1	3,702	12	30,126	.	.	10	2,711	2	300	8	2,411	.	.	4	11,510	.	.	4	11,510	.	.	1	600	.	.	1	600	.	.	176	101,412	77	53,317	98	108,095				
1836	97	65,777	72	39,044	169	104,821	84	55,327	85	40,494	13	10,222	9	10,270	4	.	.	.	48	17	46,331	2	15,142	16	31,189	.	.	.	.	1	635	.	.	1	635	.	.	.	.	.	.	.	2	1,084	.	.	2	1,084	.	.	201	162,458	86	81,374	105	81,084				
1837	109	72,827	104	43,906	213	116,733	110	65,526	103	51,207	13	9,175	17	18,366	.	.	4	9,191	15	24,109	4	5,862	11	18,247	.	.	18	5,634	2	811	16	4,823	.	.	1	1,846	.	.	1	1,846	.	.	260	157,497	133	90,565	127	66,932												
1838	103	77,147	81	33,544	184	110,691	92	48,355	02	62,336	16	13,859	10	12,556	6	1,303	.	.	0	14,456	7	15,610	2	.	.	4,154	20	7,543	5	1,954	15	5,591	.	.	1	2,027	.	.	1	2,027	.	.	229	143,551	115	80,502	114	63,040												
1839	90	72,378	102	56,787	192	129,165	102	81,472	90	47,603	9	5,133	9	15,703	.	.	10,870	10	14,278	2	23,028	8	.	.	8,700	.	.	3	2,925	.	.	3	2,925	.	.	2	3,914	.	.	2	3,914	.	.	1	4,232	.	.	1	4,232	.	.	212	152,808	116	127,042	94	25,766			
1840	146	126,316	85	47,347	231	173,663	99	76,490	132	97,173	6	6,313	6	6,017	.	296	1	.	3	2,877	1	2,216	2	.	681	.	.	17	6,402	2	658	16	5,744	.	.	1	3,769	.	.	1	3,769	.	.	256	189,253	109	89,150	147	100,105											
à additionner des années antérieures...	941	812,771	826	383,775	1767	1,196,546	812	530,930	955	656,616	251	312,699	98	129,869	153	203,639	5	19,809	85	200,642	17	65,560	68	147,966	.	12,904	96	29,165	17	7,601	83	25,124	4	3,560	6	16,386	4	9,710	6	16,386	4	9,710	1	600	.	.	1	600	3	5,316	.	.	3	5,316	2209	1,761,254	948	752,670	1261	1,008,684
Reste...	941	812,771	826	383,775	1767	1,196,546	812	530,930	955	656,616	251	312,699	98	129,869	153	203,639	.	.	85	200,642	17	65,560	68	135,082	.	12,904	96	29,165	17	7,601	79	21,564	.	.	6	16,386	4	9,710	2	6,676	.	.	1	600	.	.	1	600	3	5,316	.	.	3	5,316	2209	1,761,254	948	752,670	1261	1,008,684

OBSERVATIONS.

Le montant progressif du chiffre des pensions doit être attribué, en grande partie, à l'époque à laquelle nous sommes parvenus : en effet, depuis 1830, un grand nombre d'employés admis dans les administrations, à l'époque de leur création en 1795 et années suivantes, ont atteint 30 ans et plus de services.

Notre séparation de la France, en 1814, n'a pas été sans influence sur ces augmentations, car les administrations des douanes, des sceaux et des forêts se sont peuplées, à cette époque, d'anciens soldats de l'empire qui n'ont pu soutenir, jusqu'au terme de 25 ans, les fatigues du service actif et ont dû prendre leur retraite depuis, en faisant toutefois compter dans la liquidation de leurs pensions les années qu'ils avaient passées sous les drapeaux.

Mal, plus le nombre des admissions à la retraite, depuis 1830, a été grand, plus l'on doit croire que l'on arrivera, d'ici à peu de temps, à balancer les pensions nouvelles par le chiffre des extinctions qui doit aller en croissant.

Comme on l'a déjà fait remarquer, les services militaires sont supputés dans la liquidation des pensions

à charge de la caisse de retraite, et c'est encore là une des causes du montant élevé de ces pensions, car l'on peut évaluer approximativement à un dixième le chiffre pour lequel les services de l'espèce ont été compris dans les liquidations de pensions accordées, depuis 1830, aux employés du département des Bouches.

On doit observer aussi qu'avant 1830, les employés des administrations des recettes étaient seuls pensionnés sur la caisse de retraite et que, depuis, les administrations centrales et l'administration du trésor dans les provinces, ont été admises à y participer, ce qui a pour effet de lui faire supporter une somme de pensions fort considérable à la décharge du trésor sur lequel elles auraient été accordées, d'après le système suivi précédemment.

A toutes ces causes de l'augmentation des pensions, on doit ajouter encore les bases actuelles de leur liquidation; les bases établies dans le projet en discussion auront pour effet de réduire non-seulement le taux des pensions, mais encore le nombre des admissions à la retraite.

En effet :  
 D'après le règlement du 29 mai 1822, les pensions sont liquidées à un sixième du traitement par année de service jusqu'à 30 ans, et à un quart après 30 ans. — D'après le projet, toutes les années seront calculées indistinctement à raison d'un sixième;  
 D'après le règlement, il n'y a qu'un maximum relatif de quatre cinquièmes. — D'après le projet, il y a des maxima absolus par catégories de traitement; le plus élevé est de 6,000 fr.;  
 D'après le règlement, les pensions des comptables sont liquidées sur l'intégralité de leurs ramies. — D'après le projet, elles ne seront plus liquidées que sur les trois quarts et n'excéderont jamais 4000 fr.;  
 D'après le système actuel, les comptables qui avaient 30 ou 35 ans de services, et dont les pensions s'élevaient, à peu de chose près, au montant de leurs traitements, déduction faite de leurs frais de commis

ou de bureau, se verraient de prétextes de maladies ou d'infirmités pour réclamer leur mise à la retraite. Sous le régime nouveau, ils chercheraient, au contraire, à rester en place le plus long-temps possible.

D'après le règlement, les pensions des veuves sont de moitié de celles des employés, dans le cas, assez rare, où elles ont moins de huit années de mariage; et des trois quarts, quand leur mariage a duré plus de huit ans. D'après le projet les pensions des veuves seront du moitié, si elles n'ont pas d'enfants et des deux tiers, si elles en ont.

On peut ajouter, sans espérance, que si les pensions accordées depuis 1830 aux employés du département des finances, avaient été liquidées sur les bases du projet en discussion, le chiffre en serait d'un quart moins élevé.

En ce qui concerne les pensions civiles, on voit que leur augmentation n'est pas considérable; on se bornera à faire observer, pour le département de la justice, que le chiffre assez élevé des pensions accordées en 1831, 1832 et 1833 doit être attribué aux éparsons politiques que la révolution a amenées dans le personnel des cours et tribunaux et à la réorganisation judiciaire qui a eu lieu à la fin de 1832.

Quant au département de l'intérieur, le chiffre des pensions accordées en 1831 doit son élévation à la pension accordée à M. le régent; pour celles accordées en 1830, on doit remarquer que c'est pendant cette année qu'a eu lieu la réorganisation de l'enseignement supérieur, par suite du quel un grand nombre de fonctionnaires et professeurs des universités ont été mis à la retraite.

On doit observer, à l'égard des extinctions des pensions civiles portées dans les colonnes 14, 21, 29 et 37, qu'elles ne comprennent pas les extinctions des pensions accordées par le gouvernement précédent.

Ces extinctions s'élèvent à la somme de fr. 155,081 qui, ajoutée au total des extinctions de la colonne 57 en porte le chiffre à fr. 907,751 et réduit, par conséquent, le montant des augmentations repris sous la dernière colonne de la récapitulation à fr. 853,600.